DOCUMENT RESUME

ED 408 836 FL 024 587

AUTHOR Chiti-Batelli, Andrea
TITLE Pour une politique de l'esperanto (Toward a Politics of Esperanto).
INSTITUTION Universal Esperanto Association, Rotterdam (Netherlands).
REPORT NO ISSN-0165-2524
PUB DATE 97
NOTE 27p.
PUB TYPE Opinion Papers (120)
LANGUAGE French
EDRS PRICE MF01/PC02 Plus Postage.
DESCRIPTORS *Cultural Pluralism; Democratic Values; Diachronic Linguistics; Educational Planning; *Esperanto; Foreign Countries; Futures (of Society); Language Attitudes; *Language Planning; *Language Role; Official Languages; *Political Influences; Politics of Education
IDENTIFIERS Europe

ABSTRACT

Two dangers to linguistic and cultural pluralism are examined: (1) that the growing power of the major national languages threatens the very existence of less commonly spoken languages, and (2) that the spread of English as a universal lingua franca threatens even the major national languages. Much attention is given to the first issue, but less to the second. The pattern is similar to that of Latin, which overtook other languages earlier in history primarily because of the political power behind it. It is proposed that Esperanto has a potentially major role in addressing this problem, particularly within the European Union, by both creating a common, democratic means of communication within the Union and stemming the rise of English. Research supporting the rationality and simplicity of Esperanto, the ease with which it is learned, and the extent to which it facilitates the learning of other modern languages is reported. (MSE)

****
* Reproductions supplied by EDRS are the best that can be made *
* from the original document. *
****

ISSN 0165-2524

ED 408 836

Universala Esperanto-Asocio

Andrea Chiti-Batelli

Pour une politique de l'espéranto

U.S. DEPARTMENT OF EDUCATION
Office of Educational Research and Improvement
EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC)
This document has been reproduced as received from the person or organization originating it.
Minor changes have been made to improve reproduction quality.
Points of view or opinions stated in this document do not necessarily represent official OERI position or policy.

PERMISSION TO REPRODUCE AND DISSEMINATE THIS MATERIAL HAS BEEN GRANTED BY
S. MacGill
TO THE EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC)

FL024587

Documents sur l'Espéranto 28F

Rotterdam 1997

BEST COPY AVAILABLE

Les *Documents sur l'Espéranto* décrivent le travail, l'organisation, la culture et l'histoire du mouvement pour l'adoption de la langue internationale espéranto comme seconde langue pour les relations internationales. Ils paraissent d'abord en espéranto et ensuite en anglais et en français.

La présente série remplace les documents édités antérieurement par le Centre de Recherche et de Documentation sur le Problème Linguistique dans le Monde qui concernaient le mouvement espérantiste.

Reproduction totale ou partielle et traduction de ce document sont autorisées, à condition d'en mentionner la source.

L'abonnement aux dix documents suivants dans la série en français est au prix de 48,50 florins (frais d'envoi compris), auprès de l'éditeur, Universala Esperanto-Asocio (Association Universelle de l'Espéranto), Nieuwe Binnenweg 176, 3015 BJ Rotterdam, Pays-Bas. Chaque document est au prix de 4,80 florins + 10% de frais d'envoi + 6% de TVA pour les pays de l'Union Européenne. Pour des commandes plus importantes, des tarifs spéciaux sont pratiqués.

Documents sur l'Espéranto, numéro 28F (1997)

POUR UNE POLITIQUE DE L'ESPÉRANTO

Andrea Chiti-Batelli

TABLE DE MATIÈRES

PRÉMISSE 3

PREMIÈRE PARTIE 5
L'impasse: le brochet et le requin

DEUXIÈME PARTIE 9
Vers une solution alternative? Une stratégie politique pour demain...

TROISIÈME PARTIE 13
...et une tactique linguistique pour l'immédiat

CONCLUSION 15
Contre la «Chernobil culturelle», pour la démocratie linguistique

ADDENDA POUR EUROPÉENS 16

RÉSUMÉ 17

NOTES 21

L'AUTEUR 24

PRÉMISSE

Pacifism is not enough, *c'est le titre d'un essai bien connu de Lord Lothian: l'un des «livres de chevet» de ceux qui, comme moi, se battent pour la création d'une Fédération européenne (et, demain, d'une Fédération mondiale). «Le pacifisme ne suffit pas» parce qu'il faut qu'un tel sentiment devienne institution, se «cristallise» en un État, donne, pour ainsi dire, une ossature solide à l'idée, la paix étant la conséquence de l'ordre et de la loi, qui à leur tour présupposent un État supranational qui les affirme et en garantisse le respect.*

Eh bien, dans les pages qui suivent, je défends une thèse analogue. La facilité, la neutralité, le caractère pratique de l'espéranto «ne suffit pas». Même dans ce cas, l'idée doit «se muer en État». Les faits d'hégémonie linguistique sont en effet des faits politiques, ont leur origine en un pouvoir politique. C'est ainsi qu'a pu s'affirmer, dans l'antiquité, le latin. Si l'espéranto ne trouvera pas son... «Empire romain», il ne restera qu'une noble utopie en cours de rapide extinction, comme certaines espèces de plantes ou d'animaux. Celles-ci sont menacées dans leur existence même, par la pollution et par la destruction progressive des espaces verts et de leur habitat *par l'homme. Analoguement l'espéranto et les espérantistes seront poussés rapidement à l'extinction par l'affirmation progressive de l'anglais comme* lingua franca *universelle (ce qu'il est déjà, de facto, de plus en plus): affirmation qui à un certain moment deviendra pratiquement irréversible, car les coûts d'une «réconversion», dans le sens de l'espéranto, seront à tel point lourds qu'on sera obligé à s'adapter à une situation désormais sans alternatives.*

Le temps travaille donc contre l'espéranto et les années à sa disposition sont désormais comptées.

Federate or perish, *s'unir en Fédération ou périr, c'est un autre slogan des fédéralistes européens d'il y a cinquante ou soixante ans. Se faire État ou périr, telle est l'alternative qui s'impose aujourd'hui à l'espéranto et à ses défenseurs, pour les raisons que je m'efforcerai d'expliquer dans les pages qui suivent.*

Il s'agit d'une perspective, d'une stratégie, d'une conception jusqu'ici entièrement étrangère aux espérantistes, prisonniers de l'illusion que l'espéranto tôt ou tard s'affirmera définitivement grâce à ses qualités linguistiques, que tout le monde finira par reconnaître. Et si on ne parvient pas à dépasser une telle illusion, la Langue Internationale, je le répète, connaîtra une décadence rapide et définitive. Motus in fine velocior. *[Tout mouvement s'accélère à la fin.]*

* * *

Le texte qui suit — dont on trouvera un résumé à la fin — a été présenté à la V[e] Conférence de l'Académie Internationale de Droit Linguistique (Cuba, les 22-27 avril 1996), consacrée au thème «Droit, langue et autochtonie».

*Il a donc été conçu pour un public international, car cette Académie est présente dans tous les continents. Si j'avais dû — comme il m'arrive plus souvent — m'adresser seulement à des Européens, j'aurais ajouté ce que je dirai dans l'*Addenda pour Européens.

PREMIÈRE PARTIE

L'impasse: le brochet et le requin

> *As sociedades a que se nega o diálogo — comunicação — e, em seu lugar, se lhes oferecem «comunicados», resultantes de compulsão ou «doação», se fazem preponderantemente «mudas».*
>
> [Les sociétés auxquelles on refuse le dialogue — la communication — en le remplaçant par des «communiqués», fussent-ils imposés ou accordés, deviennent, pour la plupart, «muettes».]
>
> (Paolo Freire, *Educação como prática da libertade*)

> *¿Callaremos ahora para llorar después?*
>
> [Tairons-nous nous maintenant, pour pleurer plus tard?]
>
> (Rubén Darío)

Les risques de «glottophagie» menaçant les groupes ethniques...

Jusqu'à présent l'attention des ethnopolitologues et des spécialistes de «droit linguistique» s'est concentrée sur les dangers qui menacent directement les ethnies et minorités «sans État». Ils ont montré à maintes reprises les liens étroits qui subsistent entre langue et culture, et que la sauvegarde de l'idiome de ces groupes est donc condition *sine qua non* aussi pour la préservation de leur «identité» et de leur *way of life* [mode de vie][1]. Ils ont ajouté que c'est le fait d'être privés d'un pouvoir politique réel, et d'être minorité au sein d'un État ayant comme langue (et culture) officielle un autre idiome, qui est la cause fondamentale de leur aliénation[2]. Ils ont conclu que seule une autonomie politique réelle, doublée d'une réelle indépendance dans le domaine financier et budgétaire, peut inverser le trend actuel, allant vers une extinction progressive de ces parlers[3]. Et ils ont précisé que cela sera possible grâce à une organisation fédérale de l'État qui les contrôle[4]: seul moyen pour garantir d'une façon permanente la reviviscence que les ethnies et micro-nations connaissent aujourd'hui un peu partout dans le monde, et notamment en Europe[5], reviviscence autrement condamnée à n'être qu'éphémère (et autodestructive, comme en Jugoslavie), la pleine indépendance et «souveraineté» de ces micro-nations n'étant qu'un leurre[6].

Cet aspect du problème étant, comme je le disais, le mieux connu, je me borne à ces considérations.

... et les dangers nouveaux qui menacent aussi les langues dominantes

Les spécialistes susmentionnés, par contre, ont entièrement négligé un autre aspect du problème, qui est l'objet de cette communication. Ils ont concentré l'attention, pour ainsi dire, sur le «brochet national» (le français qui «dévore» le breton ou l'alsacien; l'espagnol qui met en danger le basque et le galicien, etc.); et ils n'ont pas remarqué, derrière ce «brochet national», un «requin international» encore plus dangereux, en train de dévorer les uns et les autres, parlers minoritaires dominés et idiomes «étatiques» dominants. Ce requin est l'anglais.

Une telle affirmation peut paraître exagérée seulement à qui ne tient pas compte: a) des raisons objectives qui poussent vers l'affirmation progressive de l'anglais comme *lingua franca* de la planète; b) des enseignements de l'histoire sur les effets à la fois «glottophages» et «ethnolytiques» (c.-à-d. destructeurs non seulement des langues, mais aussi des cultures) d'un idiome vivant élevé au rang de langue auxiliaire universelle[7]; c) du caractère diachronique de tout phénomène historique, c.-à-d. de ses mutations quantitatives, voire qualitatives dans le temps. Ce sont ces trois points que nous allons aborder maintenant.

Les «raisons» de l'anglais, idiome colonisateur...

Le double danger que nous venons de souligner est grave, car l'exigence d'une langue unique pour la communication internationale est à la fois grande, profonde et toujours plus pressante.

Une telle exigence est *grande*, parce qu'elle s'étend à tous les domaines: à partir des niveaux les plus bas (tourisme, travailleurs à l'étranger) jusqu'aux niveaux moyens (commerce, trafic aérien) et plus élevés (multinationales, finance mondiale, science). Une telle exigence est *profonde*, parce qu'il y a des domaines (p. ex. la recherche scientifique) dans lesquels une langue auxiliaire unique est condition *sine qua non* de la célérité et multilatéralité de la communication, indispensables pour éviter retards et doubles emplois et pour assurer ainsi le progrès le plus rapide de la science, grâce à sa «transparence» universelle. Finalement elle est *croissante*, car nous vivons dans un monde de plus en plus intégré, au sein duquel la communication internationale est de plus en plus intense et où, par conséquent, les épargnes et les avantages réalisables grâce à l'usage d'une langue unique (et les pertes évitées) seront de plus en plus considérables.

C'est la raison pour laquelle le danger est qualitativement différent de phénomènes comme la «gallicisation» des langues européennes au XVIII[e] siècle, et qu'il rassemble de plus en plus au gommage progressif des dialectes, que les langues nationales excluent chaque jour davantage de la communication culturelle, littéraire, scientifique: exclusion qui est l'antichambre de l'extinction.

Il n'y a donc pas de temps à perdre: si on n'arrive pas à trouver *maintenant* une *solution alternative* par rapport à l'anglais; s'il n'y aura pas une *volonté suffisamment forte* pour réaliser une telle alternative, et si, enfin, il n'existera pas un *pouvoir politique* qui lui permette de s'affirmer, la victoire définitive — et désormais irréversible — de l'anglais sera une question de quelques décennies, avec les conséquences que nous venons d'indiquer.

... et les risques qu'il entraîne. Les enseignements de l'histoire

Il faut insister sur ces conséquences, trop souvent minimisées. Les ravages de l'anglais, une fois définitivement installé dans son rôle de *lingua franca* universelle, seront immenses. L'exemple du latin est, sous ce point de vue, décisif. Porteur à la fois d'une culture littéraire et scientifique dominante, et langue d'un pouvoir politique à son tour dominant, le latin a détruit *in radice* [jusqu'à leurs racines] toutes les langues et cultures de l'Europe antique, de la péninsule Ibérique jusqu'à la Dacie, y compris la langue et la culture d'un peuple aussi civilisé et développé que le peuple étrusque. L'anglais, le français, l'espagnol, le portugais ont eu le même effet destructeur dans les deux Amériques. Il est donc certain que l'anglais produira, qu'on le veuille ou non, les mêmes résultats. Faut-il les accepter et se résigner à la disparition à terme de toutes les autres langues et *ways of life* [modes de vie]?

La «diachronie»

Une telle prévision, je le répète, peut paraître saugrenue, voire «paranoïaque» (c'est ainsi que l'a définie un auteur français[5]). Ce serait d'une part oublier l'«accélération de l'histoire» (due essentiellement, dans notre cas, au développement vertigineux des moyens de communication de masse) et, de l'autre, ne pas se rendre compte des modifications dans le temps, quantitatives et qualitatives, des phénomènes historiques en général, et linguistiques en particulier.

Qui aurait pensé, au moment de la conquête de la Gaule par Jules César, à la disparition du gaulois? Et pourtant... *gutta cavat lapidem* [les gouttes d'eau creusent la pierre], et le gaulois est mort. Il a fallu alors, pour l'anéantir, plusieurs siècles. Aujourd'hui le rhytme est beaucoup plus rapide, et toujours plus rapide, notamment sous l'influence des mass media. Le sort actuel des dialectes — il faut insister là-dessus — préfigure le sort que connaîtront demain, à leur tour, les grandes langues nationales.

Encore: qui aurait pu prévoir le trou de l'ozone au début de notre siècle, lorsque seulement les premières automobiles et les tout premiers avions apparaissaient, tandis que l'électrification de la planète était dérisoire par rapport à ses dimensions actuelles? Une prévision pareille aurait été jugée, elle aussi, «paranoïaque». Et pourtant le trou de l'ozone est là. Il faut donc se forcer

à «penser l'impensable», pour reprendre le titre d'un livre d'il y a trente ans sur les conséquences d'une guerre atomique[9]. Et en effet quelques-uns — bien que *rari nantes in gurgite vasto* [de rares nageurs dans la vaste mer] — commencent à le faire[10].

Une aide puissante à nous convaincre que «le futur est déjà commencé» nous est fournie par une double constatation qui à première vue — mais bien à tort — peut paraître d'importance négligeable. Les bibliographies qu'on lit dans les livres et articles scientifiques récents — relatifs à n'importe quel domaine et écrits en n'importe quelle langue — ne citent désormais que des ouvrages en anglais, et surtout américains (les exceptions étant de plus en plus rares); les autres peuples — entièrement ignorés — y font donc de plus en plus figure... d'illettrés, de *Naturvölker* [peuples primitifs], tels les pygmées, les stéatopyges ou les aborigènes d'Australie: ils y apparaissent, en tout cas, comme quantité scientifiquement négligeable, dont il ne vaut pas la peine de se soucier, tout l'essentiel étant déjà dans le «Koran» américain. (Cela est vrai à la lettre et cent pour cent pour les ouvrages qui se publient aux États-Unis, mais le devient chaque jour davantage même pour ce qui se publie ailleurs).

Parallèlement les grandes banques de données, et non seulement en Amérique, ne stockent que des informations en anglais: demain donc l'histoire (et par elle toute la culture, dans le sens plus le large du terme) sera conçue exclusivement sur la base de ce qu'on en a gardé et écrit en cette langue. Quant aux autres — à nous — ... *vae victis* [malheur aux vaincus]!

Deux faits totalement inaperçus — et pourtant *escalofriantes* [terrifiants], dirait-on en espagnol, et surtout à cause de leur acceptation passive, comme si cela allait de soi, de la part de toute la communauté scientifique mondiale.

L'anglais, langue inadaptée à la fonction de «lingua franca» universelle

Le tout dernier argument qui conseille de rechercher une solution alternative à l'anglais est le fait que cette langue est particulièrement inadaptée, encore plus que d'autres idiomes, à la communication internationale (parmi les langues «occidentales» plus répandues la moins inadaptée, selon les linguistes, est l'espagnol[11]). L'anglais, en effet, n'a pas seulement en commun avec les autres langues vivantes les difficultés, irrégularités et illogismes qui sont propres à celles-ci, mais il a en plus une ortographe compliqué et absurde; une vingtaine de voyelles qui le rendent mal compréhensible (défaut accru par son monosyllabisme fort); la richesse des idiotismes; l'absence, enfin, de toute *standard pronunciation*, ce qui sera gravement nuisible, demain, à l'uniformité de l'anglais devenu langue universelle. Et ces défauts sont bien plus graves que le modeste avantage d'une grammaire relativement facile[12].

Conclusion de la première partie

La conclusion de cette *pars destruens* [partie négative] s'articule en trois volets:

— le prix de la solution «anglais» est trop élevé (la «glottophagie» et l'«ethnolyse»);

— le jeu n'en vaut pas la chandelle (il n'y a aucune garantie qu'une telle langue, élevée au rang de *lingua franca* de la planète, garde son uniformité);

— l'inégalité des conditions et des points de départ qu'une telle solution entraînera apparaît inacceptable et contraire à tout principe démocratique (peuples dominants et favorisés, parlant l'anglais comme langue maternelle, et peuples dominés et désavantagés, obligés à l'apprendre). Effet hégémonique d'autant plus à condamner qu'il est destiné, *rebus sic stantibus* [à l'état actuel des choses], à s'accroître, en cercle vicieux: comme on dirait en italien, *chi domina nomina* et *chi nomina domina*; ce qui signifie: l'hégémonie politique impose sa propre langue, et une telle imposition renforce cette hégémonie: notamment engendrant l'«idéologie» d'après laquelle la langue dominante occuperait à juste titre son rang, non pas à cause de la domination exercée par le ou les pays hégémoniques, mais grâce à sa beauté, sa perfection, sa simplicité, sa plus grande capacité expressive. Idéologie entièrement fausse, certes, mais crue de bonne foi par plusieurs — et entretenue, de mauvaise fois, par les didacticiens des langues, tous asservis à l'anglais[7].

Il faut donc trouver une solution alternative: laquelle?

DEUXIÈME PARTIE

Vers une solution alternative? Une stratégie politique pour demain...

Encore l'enseignement de l'histoire:
les avantages d'une langue «morte»

Passons à la *pars construens* [partie positive]. C'est encore vers l'histoire qu'il faut se tourner pour trouver une issue. Et c'est encore le latin qui nous suggère une solution. Une telle langue, même après la chute de l'Empire romain, a continué à être, pendant presque mille ans, la seule langue de communication internationale de la culture, de la philosophie, de la science et — *last but not least* — de l'Église. Et pourtant cet idiome:

— ayant cessé d'être langue maternelle d'un peuple dominant et langue officielle du «super-grand» de l'antiquité, a entièrement perdu la capacité glottophage et ethnolytique de jadis: les parlers néo-latins ont pu se développer librement tout au long du Moyen Âge;

— étant déchu au rang de langue morte (donc, en ce sens, «artificiel», car personne ne l'apprenait plus de la bouche de ses parents), le latin n'a plus évolué: grammaire, morphologie, syntaxe sont restées immuables, dans les

vers de l'*Africa* de Pétrarque comme dans la prose de l'*Ethica* de Spinoza, passant par les encycliques du Pape.

La solution: une langue planifiée

C'est donc une langue «morte» qui constitue la solution permettant de sauvegarder la pluralité linguistique, tout en assurant, autant que possible, l'unité, la clarté et l'uniformité dans le temps de la communication internationale. Et si cette langue est planifiée — c.-à.-d. conçue et élaborée exprès pour être simple, sans exceptions, très facile à apprendre —, elle ajoute alors aux avantages susmentionnés (et à celui de mettre tous sur un pied d'égalité, n'étant langue maternelle pour personne) le prix supplémentaire de réduire au minimum les efforts et les pertes de temps nécessaires pour se l'approprier: réduisant ainsi, en même temps, les injustices et les disparités qui subsistent aujourd'hui entre les classes plus riches (dont les enfants sont les seuls en mesure d'apprendre réellement l'anglais) et tous les autres; ce qui assure aux premiers — ainsi qu'aux peuples parlant l'anglais — un avantage (et qui est de taille!) qu'on ne saurait nullement justifier.

Et ce n'est pas encore fini: l'espéranto, composé, il est vrai, de mots empruntés surtout au français et à d'autres langues indo-européennes, mais ayant une structure qui l'approche des idiomes agglutinants et isolants, élimine ainsi, autant que faire se peut, les disparités entre les peuples qui parlent ces dernières langues et les peuples occidentaux parlant des langues flexionnelles: tous se trouvent, au moins en principe, sur un pied d'égalité lorsqu'ils étudient la langue de Zamenhof[4].

Pourquoi l'espéranto

Je renonce ici à démontrer les thèses suivantes:

— l'espéranto est la seule langue planifiée qui est *hic et nunc* prête à l'usage;

— cela est dû au fait qu'elle existe depuis plus d'un siècle et dispose désormais d'un corpus imposant de textes littéraires, scientifiques, etc.;

— une telle vitalité prouve par les faits que les qualités de l'espéranto — sa flexibilité, sa capacité d'exprimer les moindres nuances de la pensée abstraite comme les sentiments les plus intimes — sont égales, voire supérieures à celle des langues vivantes;

— toutes les objections qui nient ou mettent en doute tout cela sont dues à l'ignorance ou aux préjudices, ou aux deux à la fois[5].

Je m'en remets, pour un développement de ces trois points, à la bibliographie que j'ai donnée dans un livre, en français[6], et surtout aux autres ouvrages que j'indique en note[7]: tous indispensables, entre autres, pour une réfutation de l'objection romantique et historiciste — à la fois idéaliste et marxiste — qu'une

langue «inventée» serait par définition incapable d'exprimer la complexité et la richesse des pensées et des sentiments de l'âme humaine. Un siècle d'espéranto prouve le contraire; et, comme le disait Disraeli, *You cannot fight against facts: they don't mind at all* [Qu'on lutte ou non contre les faits, cela ne leur fait aucune différence].

Le «préalable» politique

> *«Si on doit débattre de l'espéranto comme un moyen de lutte contre la colonisation linguistique, il faut voir de quels phénomènes politiques l'espéranto peut être le versant linguistique.»*
> (L. J. CALVET, en *Journées d'études sur l'espéranto* (actes), Université de Paris VIII, 1983)

Je désire par contre insister sur un argument trop souvent négligé. Toutes les qualités énumérées il y a un instant, qu'il faut reconnaître à la langue de Zamenhof, ne constituent que la première condition — nécessaire mais pas suffisante — pour son succès: car une langue ne réussit à s'affirmer comme langue internationale que si elle a derrière elle un pouvoir politique analogue à celui dont dispose l'anglais. Le latin n'a pas pris la place qui a été la sienne dans l'Europe de l'antiquité grâce à l'élégance de la prose de Cicéron ou à la beauté des vers de Virgile, mais bel et bien grâce à la prépondérance des légions impériales, du droit romain, des architectes et des ingénieurs de Rome. Il en est de même pour l'anglais, qui s'appuie sur le pouvoir des États-Unis (et des autres pays anglophones dans les cinq continents). Par contre, il n'en est pas ainsi pour l'espéranto, et le fait que les espérantistes négligent complètement ce préalable politique — loi d'airain de la sociolinguistique — justifie, au moins en partie, l'indifférence et l'ironie avec laquelle la majorité de l'intelligentsia comme de l'opinion publique considère — ou plutôt ignore — leurs suggestions, destinées à rester de l'éternel *wishful thinking* [pensée volontariste].

«Combien de divisions a le Pape?», demandait Staline, oubliant que le Pape dispose, au moins, d'une autorité morale qui lui donne un poids et une influence internationaux incontestables, quel que soit le jugement qu'on veuille donner sur ce fait. L'espéranto, lui, manque aussi d'une telle influence et n'a donc, *rebus sic stantibus*, la moindre chance de supplanter l'anglais. Ses facilité, rationalité, conformité à sa destination constituent certes un atout important, voire une condition nécessaire, mais pas du tout suffisante: et la méconnaissance, de la part des espérantistes, d'une vérité aussi élémentaire ne sera jamais assez condamnée[7].

Il faut donc abandonner sans regret cet «espérantisme utopique» — le seul existant — qui ne mène nulle part, et lui substituer un «espérantisme scientifique» à créer. Louis-Jean Calvet, par ses mots cités en exergue, nous en indique le

concept discriminant et la démarche essentielle: comment donner à cet idiome la force, le propulseur capable de le «mettre en orbite» — bref, comment lui procurer l'appui d'un pouvoir politique en mesure de contrecarrer les intérêts énormes qui poussent l'anglais vers sa victoire définitive? — *That is the question.* [Voilà la question à poser.]

L'hypothèse européenne…

L'auteur de cette communication — italien et militant convaincu du mouvement pour l'unité fédérale de l'Europe — a toujours défendu la thèse selon laquelle, si on parvient à réaliser la Fédération Européenne, celle-ci:

— d'une part, disposera du pouvoir à la fois politique et culturel capable de vaincre la distance qui favorise actuellement l'anglais, le rendant, *rebus sic stantibus*, sans alternatives;

— de l'autre part, une telle Union Européenne sera amenée à favoriser l'espéranto à la fois par sa «raison d'état interne» et par sa «raison d'état externe». *Raison d'état interne*: la langue fédérale officielle, en tout cas indispensable, devra garantir la parité entre les grandes langues de l'Union et rendre en même temps plus facils la défense et la promotion des parlers minoritaires. *Raison d'état externe*: exigence de soustraire l'Europe — et, grâce à son exemple, le reste du monde — à l'hégémonie de l'anglais et à celle des Etats parlant cette langue[17].

…et l'hypothèse «planétaire»

Mais une telle stratégie reste celle de l'Européen que je suis. Au niveau planétaire il est peut-être possible d'en imaginer une autre, et surtout de la part de ceux qui sont moins sceptiques que moi sur la capacité et les possibilités futures des Nations Unies, ou plutôt de ceux qui ont confiance en l'action d'une des nouvelles grandes puissances qui marqueront le XXI^e siècle, comme la Chine (où — remarquons-le en passant — l'espéranto est assez apprécié et où l'on publie, en cette langue, une importante revue, *El Popola Ĉinio*) ou en une action analogue d'autres Unions continentales dont la création est à souhaiter même hors de l'Europe (et dont l'intérêt pour une langue universelle non «colonialiste» sera tout aussi important). Création à souhaiter, dis-je, car la vérité qui est à la base du fédéralisme européen — «l'union fait la force» — se révèle encore plus valable en dehors de l'Ancien Continent et pour les pays moins prospères. L'indépendance, politique comme linguistique, passe en effet, même pour ces pays — et à plus forte raison — par de grandes fédération pluriétatiques (qui seront, entre autres, une étape nécessaire pour arriver, dans un avenir plus éloigné, à un gouvernement mondial, dont ces unions formeront les piliers indispensables). Le reste n'est qu'utopie: on ne peut pas atteindre la lune avec une montgolfière.

TROISIÈME PARTIE

...et une tactique linguistique pour l'immédiat

La «méthode de Paderborn»

Jusqu'à présent j'ai parlé de la *stratégie politique* qui seule peut permettre de sauvegarder d'une façon définitive le plurilinguisme, de l'Europe comme de la planète. Il y a toutefois une *tactique linguistique* moins ambitieuse et, pour ainsi dire, provisoire, mais qu'on peut — et donc on doit — poursuivre tout de suite. C'est celle que j'appelle la «méthode de Paderborn».

L'Institut de Cybernétique de l'Université de cette ville — et notamment son directeur, le prof. Helmar Frank — ont définitivement démontré, avec la rigueur mathématique de la science qu'ils professent, ce que d'autres chercheurs avaient déjà remarqué. La nature logique, simple et claire de l'espéranto fait de cet idiome une sorte de système décimal des langues, tous les deux — la langue de Zamenhof et le système décimal arithmétique — étant inspirés par le même principe de rationalité, de simplification, de moindre effort.

On comprend alors ce qui à première vue peut paraître paradoxal: les élèves qui étudient pendant deux ans l'espéranto acquièrent des connaissances linguistiques de base telles que, se consacrant pendant les deux années suivantes à l'étude d'une langue vivante (p. ex. l'anglais), ils sont en mesure de rattraper, puis de dépasser, d'autres élèves de leur âge ayant étudié l'anglais dès la première année. L'espéranto est donc un moyen propédeutique d'importance fondamentale pour apprendre mieux et plus rapidement les autres idiomes, et le silence total des didacticiens des langues sur cet argument n'est qu'une confirmation supplémentaire, et de taille, de leur esprit anti-scientifique, de leur parti pris, de leur soumission à la langue du «maître».

Eh bien, puisque ni l'opinion publique ni les establishment des différents pays ne sont pas encore prêts à adopter l'espéranto comme *fin* (c.-à.-d. comme *lingua franca* internationale), Frank propose de l'employer provisoirement comme *moyen*, c.-à.-d. comme instrument pour apprendre une langue vivante. Si on arrivait à généraliser l'adoption de cette méthode, on aurait contribué non seulement à améliorer l'apprentissage des langues, mais aussi à diffuser la connaissance de l'espéranto, ce qui rendrait ensuite beaucoup plus facile son adoption aussi comme *fin*.

En effet, si nos langues ont comme ennemi principal l'anglais, l'espéranto, lui, a en plus un ennemi encore plus dangereux: l'hostilité — largement diffusée et alimentée par l'ignorance — contre une langue planifiée, préjugé qui constitue un allié de l'anglais peut-être encore plus redoutable que le servilisme soumois des didacticiens de langues. C'est cette hostilité que la «méthode de Paderborn» pourra contribuer puissamment à éliminer.

Importance de la méthode de Paderborn

Je me borne, quant au thème de cette troisième partie, à ce que je viens de dire, m'en remettant une fois de plus aux auteurs que je cite en note[20].

Toujours est-il que le thème «Paderborn» demanderait une attention particulière (qui lui a été, jusqu'ici, entièrement — et bien à tort — niée) de la part de tous ceux qui s'intéressent non seulement à la pédagogie, à la didactique des langues et à la docimologie, mais aussi à la politique scolaire et celle de l'enseignement — et, en tout premier lieu, à l'éducation européenne et internationale.

Je regrette de ne pas pouvoir développer ce point davantage, mais je tiens à insister, au moins, sur son importance.

Contre le plurilinguisme de masse

Au thème de Paderborn se relie celui de la politique des langues suivie aujourd'hui par la majorité des États comme des spécialistes (et prônée par le Conseil de l'Europe comme par l'UNESCO): celle du plurilinguisme.

Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour comprendre qu'une telle politique — certainement valable pour les futures élites — est à la fois irréalisable et insuffisante au niveau des masses (au sein desquelles, même en Europe — ne l'oublions pas — le nombre des illettrés reste remarquable). Mais il est quand même regrettable, une fois de plus, de ne pouvoir consacrer à cet argument que ces maigres considérations[21].

CONCLUSION

Contre la «Chernobyl culturelle», pour la démocratie linguistique

Dum Romae consulitur, Saguntum expugnatur
[Pendant qu'on discute à Rome, l'ennemi prend Sagunte.]

Je résume: tout semble confirmer le caractère prophétique des vers que Rubén Darío écrivait au début du siècle, dans son poème «Los cisnes» [Les cygnes]:

¿Seremos entregados a los bárbaros fieros?
¿Tantos millones de hombres hablaremos inglés?
¿No hay más nobles hidalgos ni bravos caballeros?
¿Callaremos ahora para llorar después?

[Serons-nous livrés aux fiers barbares?
Tant de millions d'hommes, parlerons-nous anglais?
N'est-il plus de nobles hidalgos, de braves chevaliers?
Taisons-nous nous maintenant, pour pleurer plus tard?]

Il n'est pas exagéré en effet d'affirmer qu'on assiste à un phénomène planétaire de «pollution linguistique», analogue au phénomène plus connu de la pollution de la terre, de l'air, de l'eau: les deux progressent avec une rapidité toujours croissante, jusqu'à menacer, l'un la survie même de l'humanité, la «vivabilité» de la terre; l'autre, nos langues et notre identité culturelle et humaine.

Demain il sera trop tard pour se battre en faveur de la sauvegarde d'espèces animales ou végétales déjà disparues. Il en est de même dans notre cas: ce qui est en jeu en effet est la survie même des langues (et cultures) autres que l'anglais. Le temps des atermoiements et des discussions stériles est donc révolu.

Je répète donc en terminant ce que je disais au début: l'élaboration scientifique, par la doctrine juridique, d'une conception organique, et toujours plus approfondie et complète, du droit à la langue, à l'identité culturelle, à l'autochtonie, est certes essentielle. Mais si on ne parvient pas à prévenir les risques de glottophagie et d'ethnolyse, fatalement liés à l'affirmation progressive de l'anglais, une telle élaboration sera tout à fait inutile, car l'objet même d'une telle étude aura entre-temps disparu. *Antea vivere, deinde philosophari.* [Vivre d'abord, philosopher après.]

Les apories que nous avons évoquées, et la solution politique proposée, ne constituent donc pas un «à côté», un élément accessoire et marginal par rapport à la doctrine des droits de l'homme à la langue: une telle solution est non seulement essentielle, mais un préalable nécessaire. Le fait que ce préalable est ignoré et, comme dirait un psychologue, «scotomisé» par tous,

devrait être pour nous une incitation supplémentaire à nous consacrer à combler cette lacune, à la fois dans l'*ordo et connexio idearum* [l'ordre et la connexion des idées] et dans l'*ordo et connexio rerum* [l'ordre et la connexion des choses].

Le préalable politique comme argument juridique

Bien plus, le préalable politique dont je parle (l'exigence prioritaire d'un pouvoir supranational capable de garantir, par la promotion d'une *lingua franca* planifiée, la survie de tous les idiomes, dont on pourra alors assurer la parité des droits) a aussi un contenu juridique précis. J'insiste encore, en terminant par ce point, qui me paraît fondamental, sur la considération suivante. Les juristes qui élaborent la doctrine du «droit à la langue» — notamment des groupes ethniques — s'efforcent d'éliminer ce que, pour employer le titre d'un ouvrage d'Emmanuel, nous pourrions appeler le «rapport inégal» entre langue nationale et «étatique» d'une part et parlers «sans État» de l'autre[22]. Or ce même «rapport inégal» se retrouve dans la relation entre anglais et langues nationales, avec les mêmes manifestations d'hégémonie, d'exploitation, d'effet «ethnolytique», faussant toute parité au bénéfice d'un rapport permanent de soumission, qui a des conséquences allant bien au-delà du domaine linguistique et culturel[23]. Même du point de vue du droit, donc, c'est cette disparité foncière au bénéfice de l'anglais — opérant désormais dans le monde entier, et à long terme la plus redoutable — qu'il faut surtout éliminer. On aura sauvegardé ainsi, au niveau planétaire, le pluralisme que j'appellerai «macroglottique», ce qui permettra d'étudier, parallèlement, les voies et moyens nécessaires pour sauvegarder aussi le pluralisme «microglottique», éliminant toutes les autres disparités, souvent très graves, entre langues plus ou moins favorisées, qui subsistent encore au niveau national ou régional.

C'est une raison de plus, et décisive, pour surmonter la «scotomisation» que j'ai dénoncée, reconnaître, finalement, la réalité — et agir, immédiatement et à tous les niveaux, avant que ce ne soit pas trop tard.

ADDENDA POUR EUROPEENS

Comme je l'ai dit au commencement, le texte qui précède a été écrit pour la Vème Conférence de l'Académie Internationale de Droit Linguistique, qui a eu lieu à La Havane en avril 1996.

Si je devais parler à des Européens — et notamment à des Français, d'habitude particulièrement soucieux de la préservation et promotion du rôle et du rang de leur langue dans le monde — je compléterais les arguments développés dans les pages précédentes soulignant davantage[24]:

1) L'illusion qui consiste à croire qu'il est possible, pour ainsi dire, d'«endiguer» l'anglais, sans toutefois contester son rang de lingua franca *universelle: c.-à-d. qu'on peut «le contenir en tant que langue purement instrumentale au niveau de l'information internationale»*[25]. *C'est justement cette fonction «instrumentale» qui est la cause de sa glottophagie.*

2) La fausse solution de ceux qui — victimes d'une illusion analogue — proposent que l'anglais reste langue auxiliaire de la planète, mais que le français le soit de l'Europe[26]. *Les peuples européens non francophones, obligés ainsi à apprendre deux langues, seraient encore plus désavantagés: proposer une telle solution est donc la façon la plus sûre pour les forcer — faute de mieux — à se rallier définitivement aux partisans de l'anglais.*

3) La valeur fondamentale de l'unité fédérale de l'Europe, pouvoir politique indispensable pour rendre possible la solution alternative à l'anglais — une langue planifiée — qui est proposée dans les pages qui précèdent: un argument en plus — et de taille — en faveur d'une telle Union, que les fédéralistes ont trop souvent négligé.

4) Le fait que cette solution est suggérée, voire imposée par une double exigence, celle de la rationalité des moyens employés et celle de l'égalité entre tous les peuples, car elle substitue au droit de la force la force du droit et aux imperfections de la nature les remèdes de la réflexion et de la science. Solution, donc, doublement en harmonie avec la conception fédéraliste: aussi bien du point de vue de la raison abstraite que par rapport à l'éthique; à l'égard des besoins de la recherche ainsi qu'envers les nécessités concrètes de la communication internationale[27].

RÉSUMÉ

1. L'élaboration par la science juridique d'une doctrine du droit à la langue et à l'autochtonie ne se justifie que pour autant qu'une pluralité de langues et de cultures existe. Or, c'est justement ce qui est mis doublement en danger aujourd'hui. D'une part les langues qui ont à leur disposition un pouvoir politique (les grandes langues nationales) menacent d'extinction les langues des minorités et des groupes ethniques, c.-à-d. les «langues sans État». De l'autre part l'anglais, en passe de devenir *lingua franca* universelle, menace à son tour, et tout aussi gravement, les langues nationales elles-mêmes.

2. Le premier danger est connu, étudié et, en quelque mesure, combattu: on en reconnaît la cause fondamentale, qui est politique; on propose de le réduire et, si possible, de l'éliminer par l'attribution aux groupes ethniques d'une large autonomie — culturelle, budgétaire, politique —; on suggère, à cette fin, une «fédéralisation interne» de l'État national.

Le deuxième danger, par contre, est étrangement sous-estimé et ignoré. Il est donc grand temps qu'on se penche sur ses conséquences possibles (et sur les moyens de les prévenir): rien moins que la disparition de toutes les langues (et cultures) au bénéfice de la seule langue (et culture) dominante: l'anglais.

3. Une telle prévision peut paraître, à première vue, exagérée. Mais on change vite d'avis si on tient compte de ces trois faits:

a) *Premièrement*, l'histoire prouve que le latin (comme d'ailleurs les langues des colonisateurs dans les deux Amériques) a complètement détruit, au cours des siècles, les langues autochtones de l'Europe entière, de la péninsule Ibérique à la Dacie, y comprise la langue (et la culture) d'un peuple civilisé et développé comme les Étrusques. L'effet glottophage d'une langue impériale n'est donc plus à prouver.

b) *Deuxièmement*: les moyens de communication de masse et les rapports toujours plus étroits, fréquents et massifs entre les différents pays de la planète détermineront en quelques décennies des changements et gommages de langues et cultures qui se sont produits dans l'antiquité pendant des siècles (et que connaissent déjà les langues «sans État»). L'accélération de l'histoire modifie les phénomènes historiques, au fil des années, non seulement quantitativement, mais aussi qualitativement: les dangers de pollution de la terre, de l'eau, de l'atmosphère — pratiquement inexistants au début du siècle — sont là pour le prouver. La catastrophe écologique qui nous menace risque donc d'être doublée d'une «glottocatastrophe».

c) *Troisièmement*: le besoin croissant d'une seule langue auxiliaire (besoin de plus en plus pressant à tous les niveaux — des plus simples, comme le tourisme, aux plus élevés, comme la recherche scientifique) ne laisse pas d'alternative, à l'état actuel des choses, au triomphe de l'anglais. Il est donc à la fois rationellement faux et moralement lâche de vouloir ignorer les conséquences à la fois «glottophages» et «ethnolytiques» de ce trend, et de ne pas étudier d'ores et déjà une solution moins «traumatisante» (pour nous exprimer par un euphémisme).

4. Cette solution alternative doit être examinée: a) tout d'abord dans ses termes *abstraits*; b) deuxièmement quant à sa faisabilité.

a) L'histoire du latin montre que cette langue (une fois qu'elle a cessé d'être la langue d'un empire et d'un peuple dominateurs du monde, et n'a plus été — ce qui est tout aussi fondamental — langue maternelle pour personne) a cessé d'exercer son effet glottophage: le latin a continué, pendant tout le Moyen Âge, à être la seule langue de la culture, de la science, de l'Église, et n'a pourtant pas empêché le libre essor des parlers néo-latins. Il faut en déduire que la seule langue non glottophage est une langue «morte»: donc — aujourd'hui et à nos fins — une langue «planifiée» comme l'espéranto. Je considère ici

comme démontré que la langue de Zamenhof a réellement les qualités que ses adeptes ne cessent de souligner: elle est de cinq à dix fois plus facile à apprendre qu'une langue vivante; elle a une «ductilité» et une capacité d'expression égale ou supérieure à celle des langues vivantes; elle met tout le monde sur un pied d'égalité (locuteurs de langues flexionnelles, agglutinantes ou isolantes) et — *last but not least* — elle est la seule qui soit prête à un usage immédiat, grâce à plus d'un siècle d'expérience. Je renonce, disais-je, à prouver tout cela et je préfère me pencher sur les possibilités *concrètes* d'une telle solution.

b) En effet un idiome ne s'affirme pas comme *lingua franca*, continentale ou planétaire, par ses qualités linguistiques, mais grâce au poids politique, économique, militaire du ou des pays qui le parlent — et qui parviennent à l'imposer justement grâce a leur hégémonie. Les avantages linguistiques, incontestables, de l'espéranto constituent donc un atout important, voire une condition nécessaire, mais ne représent nullement une condition suffisante. L'essentiel serait que l'espéranto dispose, lui aussi, d'un pouvoir politique sinon égal, au moins comparable à celui de l'ensemble des pays anglophones: c'est la loi d'airain — et l'a b c même — de la sociolinguistique. Les espérantistes ont le grave tort de l'avoir depuis toujours entièrement ignorée, méritant ainsi l'ironie de tous ceux qui raillent leur ingénuité et leur don-quichottisme.

Où trouver donc cette force, ce point d'appui, sans lesquels l'espéranto est destiné à rester une utopie sans avenir?

5. Une possibilité — encore lointaine, mais sérieuse — est constituée par l'Union Européenne. Si celle-ci parviendra à s'organiser en un véritable Etat fédéral, elle aura alors un double intérêt pour l'espéranto (et la force pour l'adopter): intérêt *interne* (une langue fédérale qui mette tous les Européens sur un pied de parité) et intérêt *externe* (contrecarrer l'hégémonie des pays anglosaxons, et constituer un exemple d'unité continentale et, grâce à cette unité, d'indépendance également culturelle, pour les peuples des autres continents).

Ceux qui ne sont pas Européens pourront peut-être envisager d'autre voies: p. ex. la «sensibilisation» à ce problème des Nations Unies (qui paraissent toutefois beaucoup trop faibles et impuissantes pour une telle tâche, dont l'urgence est de plus en plus evidente), ou de grandes puissances en devenir, comme la Chine, ou d'autres Unions continentales dont la création est à souhaiter.

6. En tout cas, l'imminence du danger, et la nécessité de trouver un remède immédiatement, suggèrent d'adopter — à côté de la stratégie politique proposée — une tactique linguistique.

L'Institut de Cybernétique de l'Université de Paderborn a définitivement démontré, avec la rigueur mathématique d'une telle science, que l'espéranto

constitue un instrument propédeutique de choix pour l'enseignement des différents idiomes, grâce à sa facilité, sa rationalité, sa simplicité, qui en font une sorte de système métrique des langues. Les élèves qui étudient pendant deux ans la langue de Zamenhof, et passent ensuite à l'étude d'une langue vivante (p. ex. l'anglais ou l'espagnol), rattrappent en deux ans, et puis dépassent, les élèves de leur âge ayant étudié dès le début — c.-à-d. pendant quatre ans — l'espagnol ou l'anglais.

Voilà donc l'objectif tactique immédiat: généraliser la méthode de Paderborn. La connaissance des langues étrangères en sera considérablement améliorée, tandis que la diffusion de l'espéranto comme «*moyen*» (c.-à-d. instrument propédeutique) rendra plus facile, demain, l'acceptation par tous de l'espéranto aussi comme «*fin*» (langue auxiliaire internationale): acceptation à laquelle s'opposent aujourd'hui mille préjugés psychologiques ou pseudo-scientifiques, fondés sur la paresse et sur l'ignorance et entretenus par les grands intérêts qui défendent l'anglais et l'influence politique dont il est porteur.

* * *

En conclusion: le danger est grand; le point de non-retour approche; le temps des atermoiements est révolu. Il faut passer à l'action, tout d'abord tactique, puis stratégique. Comme on le dit, justement, en anglais: *where there is a will there is a way* [vouloir, c'est pouvoir].

NOTES

1. Voir, en général, les revues «Europa Ethnica» de Vienne et «Agalia» de Orense, Espagne.

2. Louis-Jean Calvet, *Linguistique et colonialisme*, Paris, Payot, 1974.

3. Sergio Salvi, *Le nazioni proibite*, Florence, Vallecchi, 1973 et *Le lingue tagliate*, Milan, Rizzoli, 1975.

4. Guy Héraud, *Peuples et langues d'Europe*, Paris, Denoël, 1968 (tr. it. Milan, Ferro, 1967) et *L'Europe des ethnies*, 3e ed., Bruxelles, Bruylant, 1993. Voir aussi la revue «L'Europe en Formation» (Nice).

5. Yvo Peeters, *Volk und Staat. Die Zukunft kleiner Völker und ethnischer Minderheiten im neuen Europa*, «Junges Forum», (Hambourg), printemps 1993.

6. Voir les revues de Pavie – paraissant aussi en anglais – «Il Federalista» e «Il Dibattito Federalista».

7. Les deux néologismes – «glottophagie» et «ethnolyse» – ont été inventés l'un par Louis-Jean Calvet (*supra*, note 2), l'autre par Michel Rimet, *Contacts. Interférences ethniques et culturelles*, Montpellier, chez l'auteur, 1970.

8. Louis-Jean Calvet, *L'Europe et ses langues*, Paris, Plon, 1993.

9. Hermann Kahn, *Thinking the unthinkable*, New York, Horizon Press, 1962.

10. Il est particulièrement remarquable que ce danger – une disparition radicale de sa propre langue – soit perçu désormais non seulement par des spécialistes de problèmes linguistiques ayant comme langue maternelle un idiome à diffusion relativement modeste (tels Theodossia Pavlidou, grecque, dans sa contribution au vol., sous la direction de Florian Coulmas, *A language policy for the European Community*, Berlin-New York, Mouton de Gruyter, 1991, ou un auteur danois, dans la dernière contribution au vol. (*Det danske sprogs status ar 2001 – er dansk et truet sprog?* («La langue danoise est-elle une langue menacée?», sous la direction de J. Normann Jørgenson, Copenhague, Danmarks Lærerhojskole, Institut for Dansk Sprog og Literatur, 1991, volume dont je lis un compte rendu dans la revue «Language, Culture and Curriculum», 1991 n.3, pp. 259-261), mais aussi par des scientifiques allemands, qui expriment la même crainte à propos de leur langue: p. ex. R. Posner, *Good-bye lingua teutonica?*, «Target», Amsterdam, 1992, n.2, pp. 145-170 (sourtout pp. 163-4), et dans la contribution de Johannes Lohse, représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'UNESCO, à l'ouvrage *Nachdenken über Europa*, (2ème vol.), sous la direction de A. R. Bunz et autres, Berlin, Volk und Welt, 1993.

11. Hans Martin Gauger, *Das Spanische – eine leichte Sprache*, dans le vol., sous la direction de Wolfang Pöckl, *Europäische Mehrsprachigkeit*, Tubingue, Max Niemeyer, 1981.

12. Voir, sur ces défauts de l'anglais, John Wells (linguiste et interlinguiste britannique), *Why not English?*, conférence qu'on peut obtenir en cassette de l'Universala Esperanto-Asocio (Rotterdam); le chapitre sur l'anglais dans le vol. de Richard Schulz, *Was nun Esperanto betrifft...*, Gerlinger, Bleicher, 1986; Claude Piron, *Le défi des langues*, Paris, L'Harmattan, 1994; les ouvrages de Passini, Jespersen, Pei et Sapir que nous citerons sous peu (*infra*, note 17).

13. Voir sur ces points le volume de Piron (note 12), ainsi que mon ouvrage cité à la note 16.

14. Voir, pour la structure et les qualités de l'espéranto, l'ouvrage, déjà cité à la note 12, de Claude Piron et l'essai, en espéranto, de John Wells, *Lingvistikaj aspektoj de Esperanto*, Rotterdam, Universala Esperanto-Asocio, 1978 (tr. allemande: *Linguistische Aspekte der Plansprache Esperanto*, Saarbrücken, Saarländischer Esperanto-Bund, 1987). Pour la bibliographie concernant les aspects linguistiques et interlinguistiques du problème je me permets de renvoyer à celle que j'ai donnée dans mon ouvrage *La politica d'insegnamento delle lingue nella Comunità europea. Stato attuale e prospettive future*, Rome, Armando, 1988. La bibliographie la plus complète sur tout le problème des langues inventées (70 pages de titres) se trouve dans l'ouvrage — fondamental — de Detlev Blanke, *Plansprachen. Eine Einführung*, Berlin (Est), Akademie-Verlag, 1985. La présentation de l'espéranto à la fois la plus simple, la plus claire et la plus complète est celle de Pierre Janton, *L'Espéranto*, Paris, P.U.F., réimprimé plusieurs fois (tr. anglaise: *Esperanto*, University of New York Press, 1993).

15. Voir encore l'ouvrage, déjà cité, de Claude Piron (*supra*, note 12).

16. Andrea Chiti-Batelli, *Communication internationale et avenir des langues et des parlers en Europe*, Nice, Presses d'Europe, 1987.

17. Je me réfère à deux essais d'un scientifique et d'un linguiste américains de grande renommée: Edward Sapir, *The function of an international language*, contribution à la brochure, de N. Shelton et autres, *International communication*, Londres, Kegan Paul, 1931 et Mario Pei, *One language for the world*, New York Devin-Adair, 1958 et New York, Biblo and Tannen, 1968, ainsi qu'aux essais d'interlinguistique de Otto Jespersen, et notamment à son volume *An international language*, Londres, Allen et Unwin, 1928, à la thèse de doctorat de François Lo Jacomo, *Liberté au autorité dans l'évolution de l'espéranto*, Pise, Edistudio, 1981 et à l'ouvrage d'un auteur brésilien, José Passini, *Bilinguismo: utopia ou antibabel*, Editora da Universidad Federal Juiz de Fora, Pontes Editores, Campinas, 1993.

18. Méconnaissance et ingénuité qui les amène jusqu'à se réjouir, assez comiquement, des résolutions «pro-espéranto» de la Société de Nations ou de l'UNESCO (dont personne ne s'est jamais soucié), ou des voeux de Noël et de Pâques que le Pape exprime en cinquante langues et plus, dont la langue de Zamenhof (ce que personne ne remarque). *Sunt lacrymae rerum*...

19. Je crois être le seul à défendre cette thèse. Je me vois donc obligé à renvoyer encore à mon ouvrage en français, cité plus haut, ainsi qu'à mon essai, également en français, *Éducation fédéraliste et culture européenne*, Nice, Presses d'Europe, 1992 et à mon volume, en italien, *Una lingua per l'Europa*, Padoue, Cedam, 1987.

20. La présentation la plus simple et claire de la méthode de Paderborn, et des raisons à son appui, a été donnée dans l'essai, en espéranto, de Helmut Sonnabend, *Esperanto: lerneja eksperimento*, Pise, Edistudio, 1979. L'essentiel a été résumé dans mon ouvrage, déjà cité, *Communication internationale et avenir des langues et des parlers en Europe*, Nice, Presses d'Europe, 1987, aux pp. 35-42, avec bibliographie aux pp. 53-57. Plus bref, mais très efficace, Helmar Frank, *Europäische Sprachpolitik*, «Aus Politik und Zeitgeschichte» (Bonn), 26 mars 1983, tr. it. in Giordano Formizzi, *La lingua internazionale nella storia della pedagogia*, vol. II, *Documenti*, Vérone, Libreria Editrice Universitaria, 1987. L'exposition la plus complète et scientifiquement la plus rigoureuse de la méthode

de Paderborn se trouve dans les volumes des Instituts de Cybernétique de Paderborn et de Berlin *Kybernetische Pädagogik* (le dernier, jusqu'à present, est le 6ème sous la direction de V. K. Barandovská-Frank, Bratislava, Esprima, et San Marino, AIEP, 1993). Les limites d'une telle méthode et des résultats obtenus, et la nécessité d'appliquer des méthodes encore plus raffinées pour une confirmation définitive, sont démontrées dans un article particulièrement remarquable (en italien) de Renato Corsetti et Mauro La Torre, *Quale lingua prima? Per un esperimento della Comunità Europea che utilizzi l'Esperanto*, «Language Problems and Language Planning» (Amsterdam), printemps 1995.

21. Je l'ai abordé ex professo dans mon volume en français de 1987 (*supra*, note 16), où je donne une bibliographie assez complète sur la politique linguistique du Conseil de l'Europe. (Aux textes que j'y ai cités — tous imprimés à Strasbourg — il faut ajouter au moins deux publications ultérieures: Rapport de la Conférence finale du Projet n° 12, *L'apprentissage des langues en Europe: le défi de la diversité*, 1989 et Rapport du Symposium sur la *Transparence et la cohérence dans l'apprentissage des langues en Europe: objectifs, évaluation, certification*, 1993.) Dans cette politique, la soumission à l'anglais est totale. — Même commentaire pour l'UNESCO, dont il faut rappeler au moins la brochure de Edward Batley, Michel Candelier, Gisela Hermann-Brennecke et György Szépe, *Les politiques linguistiques dans le monde pour le 21ème siècle. Rapport pour l'UNESCO*, Paris, UNESCO,1993: brochure que j'ai analysée et critiquée dans mon opuscule *La politica comunitaria dell'educazione*, Rome, chez l'auteur, 1995. (Les publications de l'UNESCO, comme celles du Conseil de l'Europe, paraissent aussi en anglais.)

22. Arghiri Emmanuel *L'échange inégal*, Paris, Maspéro, 1969 (tr. angl. *Unequal exchange*, Londres, New Left Books, 1972). L'expression «langues sans État» est par contre de Sergio Salvi.

23. À la citation d'Emmanuel il faut donc ajouter celle d'un ouvrage de Paolo Freire, *Pedagogia do oprimido*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1970; tr. esp. *Pedagogía del oprimido*, Madrid, Siglo XXI, 1970 (les deux plusieurs fois réimprimés); tr. angl. *Pedagogy of the oppressed*, New York, Herder and Herder, 1970. Voir aussi, du même auteur, *Educação como prática da libertade*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1967 (également réimprimé plusieurs fois).

24. Je résume ici des arguments que j'ai mieux développés dans mon ouvrage, en français, cité à la note 16.

25. Henri Gobard, *L'aliénation linguistique*, Paris, Flammarion, 1976 (p. 270). C'est aussi l'illusion de plusieurs fédéralistes italiens (voir, p. ex., ce qu'écrit Francesco Rossolillo in «Il Federalista» (Pavie, 1984, n.1 et 1987, n.2), revue qui à l'époque se publiait aussi en français et en anglais).

26. Jean-François Deniau, *L'Europe interdite*, Paris, Seuil, 1977 (p. 258 ss.) et «Le Figaro», 30 août 1993; Philippe Lalanne-Berdouticq, *Appel aux francophones pour le français langue d'Europe*, Paris, La Pensée Universelle, 1979.

27. Malheureusement il n'y a pour l'instant qu'une seule organisation internationale qui s'efforce — dans les limites de ses modestes possibilités — d'affirmer ce préalable politique européen comme indispensable au succès de l'espéranto: la *Radikala "Esperanto» Asocio*, 74, via Torre Argentina, 00186-Roma (Italie); ☎ +39 6 689791; ✉ e.r.a.@agora.stm.it; http://esperanto.stm.it.

L'AUTEUR

Andrea CHITI-BATELLI, florentin, a été pendant de longues années conseiller parlementaire du Sénat italien et sécrétaire des Délégations parlementaires italiennes au Parlement européen et à l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

En plus de plusieurs livres et articles sur les problèmes de l'Union Européenne (parus notamment dans la revue «L'Europe en Formation», Nice), il a écrit, en français, *Communication internationale et avenir des langues et des parlers en Europe*, Nice, Presses d'Europe, 1987, 197 pp., où il critique, entre autres, la politique linguistique des Communautés Européens et du Conseil de l'Europe et montre l'importance que l'adoption de l'espéranto comme langue internationale aurait tout particulièrement pour les minorités linguistiques et les groupes ethniques, aujourd'hui menacés dans leur identité culturelle par les grandes langues nationales.

Liste des Documents sur l' Espéranto

No. Titre

1. Espéranto et écoles européennes
2. L'espéranto et l'Association universelle d'espéranto
3. Les problèmes linguistiques et l'Acte final
4. Langage et communication internationale: le droit à la communication
5. Se comprendre entre Africains*
6. Langue et droit à la communication*
7. L'espéranto et l'Association universelle d'espéranto*
8. Résolutions du 65e Congrès d'espéranto
9. La constitution de l'Association universelle d'espéranto*
10. Le problème linguistique au sein du Mouvement des pays non alignés et la possibilité de le résoudre
11. Situation officielle de l'enseignement de l'espéranto dans le monde
12. L'espéranto: langue européenne ou asiatique?
13. La valeur culturelle de l'espéranto*
14. L'espéranto au service des Nations Unies
15. Les obstacles linguistiques face au nouvel ordre mondial de l'information et de la communication
16. Espéranto et traduction littéraire*
17. L'espéranto et l'année internationale des personnes handicapées 1981
18. L'Unesco et l'UEA 1976-1983
19. Année Mondiale des Communications: aspects sociaux et linguistiques de la communication moderne
20. Histoire de l'Organisation mondiale de la jeunesse espérantiste
21. Le problème des langues dans le tourisme
22. La contribution de l'Association universelle d'espéranto à la paix mondiale
23. Le problème des langues dans les sciences
24. L'espéranto, un goût bizarre?
25. Les réactions psychologiques à l'espéranto
26. Quelle langue pour l'Europe? L'Europe subira-t-elle toujours la malédiction de Babel?
27. L'espéranto et le plurilinguisme de l'avenir. Entretien avec Umberto Eco
28. Pour une politique de l'espéranto

La plupart de ces documents existent également en espéranto et en langue anglaise.

* épuisé

La politique linguistique et l'espéranto
Quelques œuvres de référence

En français:

Apprendre des langues etrangeres	63 p.	**4,20**
Le défi des langues. Du gâchis au bon sens	335 p.	**69,00**
Grand dictionnaire Espéranto-Français	443 p.	**57,00**
Grand Dictionnaire Français-Espéranto	939 p.	**93,00**
Plurilinguisme et communication (Rapport d'une réunion d'experts organisée à l'UNESCO)	331 p	**57,00**
Studoj pri la Internacia Lingvo (Études sur la langue internationale, en français, allemand, anglais, espéranto)	155 p.	**24,00**

En espéranto:

Bibliografio de disertacioj pri E-o kaj interlingvistiko	159 p	**21,00**
Suplemento	63 p	**7,20**
Lingvistikaj aspektoj de Esperanto	76 p.	**15,00**

En anglais:

The Economics of Language Use	164 p.	**22,50**
Language as Barrier and Bridge	141 p.	**42,00**
Language Behavior in International Organizations	155 p.	**24,00**
Language in Religion	141 p.	**42,00**
The Language Problem in International Relations	12 p.	**2,10**
Overcoming Language Barriers: The Human-Machine Relationship	112 p	**22,50**

Tous les prix sont en florins néerlandais. A commander auprès de l'UEA